

BRUXELLES, 1918 : RÉVOLUTION ET SORTIE DE GUERRE Benoît Majerus

*Nous avons vu, de nos yeux vu [sic], la
révolution allemande dans Bruxelles, et
les Belges reprenant leur liberté au
moment où les Allemands sont encore sur
leur sol*

Bruxelles, capitale de la Belgique occupée mais aussi siège de l'administration allemande, vit en novembre 1918 une fin de guerre particulièrement complexe pendant laquelle les identités nationales et sociales perdent au moins temporairement leur lisibilité. Depuis l'entrée en ville des premières troupes allemandes le 20 août 1914, Bruxelles, qui est l'espace urbain le plus grand qui tombe aux mains de l'armée de Guillaume II, est soumis à un régime d'occupation sévère. Lieu de passage pour de nombreux soldats et lieu de résidence pour une grande partie des fonctionnaires, la ville est marquée par cette présence allemande, visible tous les jours. Même plus, une « impression matérielle de l'occupation » se dégage de la présence allemande à travers ses multiples interventions dans la vie quotidienne¹. De par son caractère symbolique, la ville a été un haut lieu de l'expression publique du rejet de l'occupation, notamment pendant la première moitié de la guerre, où les nombreux « jours de mémoire » rythment l'expression du patriotisme belge². Or, depuis 1917, la lassitude des peuples se ressent aussi à Bruxelles et ces journées perdent de leur importance, sans disparaître complètement.

1. Journal intime d'une Bruxelloise (anonyme), t. 2 ; inscription au 10 novembre 1918, inédit, archives de l'auteur.
2. Archives & Musée de la Littérature à Bruxelles ; Bayet Arthur, *Journal d'un Bruxellois pendant l'Occupation allemande* (M.L.-3546), inédit, p. 43. Je souligne.

3. Le 22 février (naissance de Washington), 8 avril (anniversaire du roi), 21 juillet (fête nationale), 4 août (début de la Première Guerre mondiale), 20 août (entrée des Allemands à Bruxelles), fin septembre (rappel des journées de septembre 1830), début novembre (Toussaint et Jour des Morts) et 15 novembre (jour du roi) sont autant de dates qui donnent lieu à des « manifestations » (fermeture des magasins, porter

D'autre part, le durcissement du régime d'occupation rend tout dialogue entre occupant et occupé impossible. C'est dans un tel contexte que Bruxelles connaît une double libération. Les révolutions allemandes qui éclatent dans les principales villes belges mettent fin au régime du gouvernement général. Les conseils révolutionnaires ne se considèrent plus comme des occupants et demandent expressément aux autorités belges de reprendre une partie de leurs prérogatives. Ces événements sont ressentis comme une première libération par une partie de la population, comme en témoigne l'extrait du journal intime cité en préliminaire de ce texte. Quelques jours plus tard, la ville est libérée une deuxième fois par les troupes alliées. C'est la première libération qui m'intéresse particulièrement par son côté paradoxal : l'occupant – les soldats allemands – ne s'affranchissent pas seulement de l'emprise de leur hiérarchie militaire, mais libèrent aussi l'occupé – la population belge – du régime d'occupation. Ces quelques jours – du 9 au 15 novembre 1918 – se caractérisent par un l'effacement temporaire de toutes les certitudes.

Une défaite qui s'annonce

Malgré le monopole allemand sur l'information, la population bruxelloise est au courant des revers de l'armée allemande dans la deuxième moitié de 1918. Le flot de réfugiés, qui prend des proportions grandissantes à partir de septembre, suite à l'évacuation des régions de Cambrai, Douai et Valenciennes, est une preuve supplémentaire de la déroute allemande. Évalué à 100 000 fin octobre 1918 (l'agglomération bruxelloise compte 700 000 habitants), leur nombre pose de nombreux problèmes. En septembre, les premiers bruits concernant une éventuelle évacuation de la ville par les Allemands font leur apparition. La libération devient de plus en plus une réalité envisageable, qu'on essaie fautive d'informations précises, de s'imaginer. Les rumeurs qui n'ont jamais disparu complètement de la scène publique, commencent de nouveau à jouer un rôle plus important. En cette période d'anxiété accrue, elles permettent d'intégrer les incertitudes dans un cadre de raisonnement prétendument logique³. Elles témoignent en même temps travaillant dans les Marolles, un quartier populaire de Bruxelles, l'exprime de la manière suivante : « *Le seul danger qui nous menace, c'est la [...] révolution bolcheviste* »⁴. D'autre part, la population craint que tous les hommes belges en âge de combattre soient pris en otages par les Allemands et déportés au-
des vêtements avec les couleurs nationales, assister à des offices religieux qui se terminent avec la Brabançonne... en faveur de l'indépendance belge.

3. M.L. 3546 ; p. 6080.
4. Poux François, *De Bouche à l'oreille. Naissance et propagation des rumeurs dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Aubier, 2003, p. 58.

ment le manichéisme entre vainqueur et vaincu qui caractérise souvent l'image de la libération.

En effet, Bruxelles ne sera pas libérée par des troupes alliées, mais les militaires allemands la « libèrent » en même temps qu'ils se libèrent eux-mêmes. Comme en août 1914, Bruxelles devient en octobre/novembre 1918 un lieu de passage, cette fois en sens opposé, de dizaines de milliers de soldats qui reculent devant l'avancée des Alliés. Depuis le 17 octobre, le quartier général de la VI^e Armée sous la direction du *Kronprinz* Rupprecht s'est installé à Bruxelles, place Stéphanie, établissant ainsi un centre de pouvoir parallèle et parfois en opposition avec le gouvernement général. À la fin de l'occupation, l'agglomération bruxelloise, toujours sous l'autorité de ce dernier, est d'ailleurs entourée de territoires qui dépendent de l'*Etappengebiet*. La retraite ne se fait guère de manière ordonnée. Les éléments attestant d'une décomposition des structures militaires se multiplient. Le nombre de prisonniers et de disparus parmi les pertes de l'armée allemande prend des dimensions de plus en plus importantes, témoignant d'une désintégration de la mobilisation des soldats. Bruxelles se remplit rapidement de déserteurs. Leur nombre est difficilement chiffrable. Von der Lancken, le responsable de la *Politische Abteilung*, estime que 50 à 60 000 soldats environ qui ne sont plus encadrés dans une structure militaire (des déserteurs ou des soldats ayant perdu le contact avec leurs unités) passent par Bruxelles du 10 au 12 novembre. À cela s'ajoutent probablement les 9 000 militaires qui sont stationnés de façon permanente dans l'agglomération bruxelloise, ainsi que les unités du front qui y transigent en formation ordonnée. Les soldats revenant du front voient s'érouler en peu de temps leurs espérances. L'espoir d'une victoire amenant des récompenses pour les peines endurées est remplacé par la certitude de la défaite qui amènera de lourds sacrifices. Plusieurs officiers stationnés à Bruxelles se suicident les premières journées de novembre 1918. Pour retourner en Allemagne, les soldats allemands doivent traverser un pays qui leur paraît profondément hostile. L'image du Belge sournois à travers le mythe du franc-tireur a été entretenue dans le discours public allemand pendant toute la guerre. Il n'est donc guère étonnant que la ruineur de la présence des franc-tireurs fasse de nouveau son apparition du côté allemand⁶. Dans un tel contexte de déception et de méfiance, les altérations ne se font pas attendre et dégènerent parfois dans la violence. Le 1^{er} novembre, une fusillade entre soldats allemands provoque plusieurs morts et blessés à Bruxelles⁷.

Or, ces hommes restés en Belgique et qui sont souvent critiqués pour n'avoir pas essayé de rejoindre le front à travers les Pays-Bas, se voient maintenant attribuer une nouvelle signification : c'est eux qui doivent assurer la reconstruction – physique et symbolique – de la Belgique ; les emmener constituerait une dernière victoire allemande.

L'attente d'une paix proche devient telle que l'on se prend à espérer, en oubliant la réalité de l'occupation. La nomination d'un nouveau chancelier allemand, Max de Bade, le 3 octobre, et l'échange épistolaire entre Wilson et le gouvernement allemand à la suite de l'offre de paix allemande du 4 octobre, semblent annoncer une fin imminente de la guerre. Dans ce contexte, le départ de deux personnalités importantes de la Belgique occupante, Francqui et Janssen, pour les Pays-Bas, le 10 octobre, est suffisant pour faire naître le bruit que la guerre serait finie. La ruineur veut que l'Allemagne ait accepté les 14 Points de Wilson et que l'évacuation de la Belgique commencerait dès ce jour. Avant midi, la nouvelle s'est répandue au centre de Bruxelles dont la population commence à célébrer la libération, un mois avant que celle-ci n'ait vraiment lieu. Les rues sont remplies d'une foule joyeuse qui se dirige entre autres vers la place des Martyrs. Rappelant la révolution belge de 1830, la symbolique de cette place sort renforcée de ces quatre années de l'occupation. Quelques habitants arbo- rent des drapeaux tricolores et les prix des denrées tombent « à vue d'œil ». Cette libération qui n'en est pas une, a d'ailleurs du surprendre les autorités allemandes qui se trouvent tout à coup face à une population qui ne croit plus devoir obéissance à l'occupant. La police allemande intervient une dernière fois d'une manière plus musclée en arrêtant plusieurs personnes pour dissiper tous les doutes. L'abattement du côté belge est d'autant plus grand.

Mais le régime d'occupation et de répression commence à s'alléger sensiblement à partir de la deuxième moitié d'octobre. Les peines prononcées par les juridictions allemandes ne sont plus toutes appliquées. Des prisonniers se voient libérés de manière anticipée, parmi lesquels quelques personnes plus connues comme Lemonnier, bourgmestre de Bruxelles ou Delleur, bourgmestre de Watermael-Boitsfort. Le véritable bourgmestre de Bruxelles, Adolphe Max, par contre, sera retenu en Allemagne, pour éviter des manifestations lors de son retour. Kranzbühler, le président de l'administration civile de la province du Brabant, informe les autorités communales, dès le 3 octobre, que son institution commence à préparer son départ. À partir du 21 octobre, les premiers signes visibles d'un prochain départ allemand apparaissent dans l'espace public : les familles des fonctionnaires allemands et des Allemands, qui habitent la capitale belge depuis bien avant la guerre, quittent Bruxelles. La libération tant attendue s'approche à grande vitesse. Son déroulement imaginé et espéré sera cependant fortement bouleversé par un dernier « caprice » de l'occupant, ressenti comme tel par une partie de la société belge. La sortie de guerre de l'occupé et de l'occupant se fera en effet partiellement en même temps, prouillant temporairement

6. Gilles Louis, Ooms Alphonse, Delandshere Paul, *Cinquante mois d'occupation allemande*, vol. 4, Bruxelles, Librairie Albert Dewit, 1919, p. 404-410.
7. *Ibidem*, p. 384.

